

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AMR 23/030/2010 (Public)

ÉFAI

23 septembre 2010

Colombie. Des défenseurs des droits humains continuent d'être tués sous le nouveau gouvernement

Le nouveau gouvernement du président Juan Manuel Santos, qui est entré en fonction en août, doit de toute urgence protéger de manière efficace les défenseurs des droits humains qui militent pour la restitution des terres volées, a déclaré Amnesty International après l'assassinat de Hernando Pérez dans la municipalité de Necoclí, département d'Antioquia dans le nord-ouest du pays le 19 septembre.

Hernando Pérez dirigeait l'Association de victimes pour la restitution des terres et des biens (*Asociación de Víctimas para la Restitución de Tierras y Bienes, Asovirestibi*). Il avait représenté de nombreuses communautés, déplacées de force et souvent avec violence par des groupes paramilitaires agissant seuls ou en collusion avec les forces de sécurité.

Quelques heures avant sa mort, Hernando Pérez avait pris part à une cérémonie officielle de restitution de leurs terres à des dizaines de familles paysannes déplacées de force par le groupe paramilitaire du « Bloque Bananero », en présence du ministre de l'agriculture, à Nueva Colonia, un quartier rural de la municipalité de Turbo dans le département d'Antioquia.

L'assassinat de Hernando Pérez n'est que le dernier en date d'une série d'agressions mortelles dans le pays contre des personnes ayant osé faire campagne en faveur de la restitution des millions d'hectares de terre volées, principalement par des groupes paramilitaires mais aussi par les forces de la guérilla, au cours du conflit armé.

Parmi les tout derniers assassinats, Alexander Quintero a été tué le 23 mai à Santander de Quilichao dans la région de Cauca, dans le sud-ouest du pays et Rogelio Martínez a été abattu par des agresseurs armés le 18 mai à San Onofre, dans le département de Sucre, dans le nord-ouest du pays. Les communautés de ces régions sont toujours sous la menace des groupes paramilitaires qui continuent d'être actifs dans ces deux régions.

Les groupes paramilitaires qui sèment la terreur depuis des dizaines d'années en Colombie sont censés avoir été démobilisés lors du processus engagé en 2003 par l'administration précédente du président Alvaro Uribe mais de nombreux groupes armés continuent d'opérer dans de nombreuses régions du pays.

Entre 3 et 5 millions de personnes, essentiellement des membres de groupes indigènes, des personnes d'origine africaine et des petits paysans vivant dans des zones rurales ont été contraintes, souvent par la violence, de quitter leurs maisons et leurs terres au cours des 45 années du conflit interne en Colombie.

Le gouvernement du président Juan Manuel Santos s'est engagé à faire adopter des lois visant à faciliter la restitution des terres volées à leurs propriétaires légitimes. Toutefois ces efforts ne seront couronnés de succès que si les autorités respectent leurs obligations internationales en matière de droits humains en adoptant des mesures concrètes en vue de garantir la sécurité des personnes militant pour les droits fonciers et celle des familles réclamant la restitution de leurs terres en dépit des menaces et des homicides dont beaucoup ont été victimes.

Le nouveau gouvernement doit également expliquer en détail sa stratégie globale pour mettre fin à la crise des droits humains qui perdure en Colombie. Un pas important serait franchi si le président Santos défendait publiquement et sans équivoque la légitimité du travail des défenseurs des droits humains. L'administration du président Uribe s'est toujours montrée hostile aux actions menées en faveur des droits humains ce qui a contribué à créer un environnement dans lequel les agressions de militants pouvaient paraître légitimes.

Les autorités colombiennes doivent également veiller à ce que des enquêtes indépendantes et approfondies soient menées afin que les auteurs présumés de ces homicides soient traduits en justice.